




Extrait du Elus communistes et apparentés de Vénissieux

<http://gec.venissieux.org/Developpement-durable-de-la-crise>

Conseil de communauté du 10 Décembre 2012

# Développement durable... de la crise ?

- Conseil Municipal - Mandat 2014-2020 -



Date de mise en ligne : samedi 15 décembre 2012

---

Copyright © Elus communistes et apparentés de Vénissieux - Tous droits  
réservés

---

**Ce rapport permet de mesurer la prise en compte par nos politiques publiques des enjeux du développement durable. Nous connaissons tous de nombreux exemples des actions conduites ou soutenues par la communauté urbaine pour la biodiversité, l'éducation au développement durable, le développement des modes doux...**

**Cependant quand ce développement durable fait salon à Doha, capitale du plus grand émetteur de carbone par habitant de la planète, pays qui interdit la distribution de tract, l'ancien directeur de l'ADEME en a fait les frais, pays connu pour ses 90% d'habitants travailleurs immigrés asiatiques dans une situation de quasi-esclavage selon Amnesty International, pays qui enferme en prison un poète dont aucun média Français n'a trouvé le temps de parler, pays connu pour ses fournitures d'armes et le financement de mercenaires partout sur la planète, [1], permettez-moi de faire entendre une voie un peu dissonante sur un sujet qui semble consensuel.**

C'est toute l'ambiguïté de ce concept qui peut tout englober, y compris les stratégies économiques des plus grands pollueurs de la planète, ce que nous dénonçons dans notre intervention l'an dernier, en vous alertant sur deux questions que nous renouvelons à la lecture de ce rapport 2012, l'enjeu de la production industrielle, et celui des rapports entre communauté et communes.

Car si la France et le Grand Lyon peuvent se présenter comme les champions des accords de Kyoto, du 3x20, du facteur 4... c'est par un effet de communication qui valorise des politiques publiques et des engagements citoyens réels et multiples, mais qui masque nos dures réalités.

- ▶ La désindustrialisation est le premier facteur de réduction des émissions carbonées,
- ▶ la fracture sociale crée une société quasi-ségrégationniste contre laquelle notre politique de la ville rame à contre courant,
- ▶ l'aménagement du territoire s'inscrit dans la mise en concurrence au service de quelques métropoles dont nous faisons partie, pendant que la désertification, la mise en friche des zones rurales et anciennes zones industrielles s'accélère.

Il faut certes valoriser tout ce qui est fait, mais sans masquer ces réalités qui sont au coeur de la vie de nos concitoyens, même si certaines couches sociales en ont surtout connaissance par les médias...

**Pour l'industrie**, malgré l'histoire de la perte d'emplois industriels dans Lyon et l'agglomération, le rapport propose de *"favoriser la création d'entreprises et accompagner l'émergence des emplois de demain grâce à l'économie numérique et l'économie verte"*.

- ▶ Croire que l'économie numérique, par ailleurs indispensable, va résoudre le problème de la reconquête industrielle, c'est ne tirer aucune leçon des promesses d'une société post-industrielle dont l'Angleterre a été précurseur, les travailleurs anglais en payant le prix fort !
- ▶ Et si l'économie verte, ce sont les pétroliers achetant des terres pour assurer leur domination sur les agro-énergies, comment croire qu'elle nous conduira à une vallée de la chimie développant l'emploi. Nous nous félicitons du projet de campus industriel dans la vallée de la chimie, pour une production renouvelée et réconciliée avec son environnement ? Mais comment prendre en compte les alertes répétées des syndicalistes de TOTAL ou ARKEMA qui résistent aux restructurations et nous disent qu'après Dunkerque, Feyzin est dans le collimateur des fermetures de raffineries, alors que TOTAL va ouvrir sa plus grande raffinerie en Arabie Saoudite dans quelques mois ?

Dans une assemblée dont un groupe politique a exprimé le souhait que des installations industrielles deviennent un

jour des ateliers d'artiste, comment se contenter d'un discours lisse et consensuel ?

Nous avons un exemple positif avec l'entreprise Carbone Savoie à Vénissieux, le plus grand émetteur de HAP de la région jusqu'à cette année, dont les nouvelles installations issues du dialogue avec les institutions et d'un investissement de 25MEuros feront en 2013 un site industriel exemplaire.

**Pour les relations entre communauté et communes**, nous constatons que ce rapport détaille le rapprochement entre communauté et communes sur lequel notre conseil n'a jamais validé d'orientation politique, mais qui avance et qui est largement discuté dans Cour et Jardin ou Millénaire 3...

Or si les démarches des agendas 21 territoriaux de la chimie et du Val de Saone sont mises en valeur, rien n'est dit des nombreux agendas 21 de nos communes...

Prenons l'exemple de cette "nouvelle étape dans la prise de compétence énergie" qui ne tient aucun compte des discussions entre le Grand Lyon, les communes et les syndicats intercommunaux.

- ▶ Ou est le schéma directeur des réseaux de chaleur dont le rapport dit qu'il a été élaboré avec les communes, alors que les plus concernées ne le connaissent pas, ne savent même pas si leurs demandes ont été prises en compte.
- ▶ Le rapport évoque un travail qui se poursuit sur la distribution d'électricité et de gaz, comme si la situation n'avait pas évolué en discussion avec le SIGERLY.

Cela souligne une difficulté à s'appuyer sur tous les acteurs de l'agglomération, en premier lieu les communes, à construire une cohérence stratégique non par la déclinaison de haut en bas d'un discours général consensuel, mais comme une co-construction politique et citoyenne qui, parce qu'elle est ancrée dans la vie doit pouvoir accepter la diversité des points de vues tout en permettant les compromis au service de projets recherchant l'intérêt réciproque des acteurs.

Ainsi de la transition énergétique et des réseaux intelligents. Le rapport s'inscrit dans ce discours dominant qui promet des territoires énergétiquement autonomes et fait fi des réalités des réseaux pour masquer le premier objectif, l'intelligence de l'effacement, c'est à dire du choix des usagers à priver de courant ! La qualité de service du réseau électrique se dégrade depuis 10 ans de dérèglementation... et tout confirme que le développement des renouvelables fait exploser la complexité et donc le coût de réseaux dont l'équilibre reste un défi technique. [2] Il est vrai que le rapport ne cite pas le service public de l'électricité, comme s'il était déjà et définitivement derrière nous.

Nous aurions pu évoquer les efforts bien réels pour la biodiversité et les enjeux de l'agriculture sur les Grandes Terres. [3]

Nous répétons donc, que ces sujets rendent toujours plus indispensables une réflexion critique de l'exécutif, monsieur le président, pour une approche multipolaire de la conduite d'une politique d'agglomération, s'appuyant sur les communes dans une démarche de mutualisation et non de centralisation, intégrée à toutes les échelles du territoire sans opposer ruralité et urbanité, toutes caractéristiques qui sont bien loin du coup de force de votre annonce d'Euro-métropole.

*Post-scriptum :*

L'adresse originale de cet article est <http://pam.venissieux.org/Developpe...>

[1] ce qui n'empêche pas de nombreux dirigeants économique, sportif ou politique Français de chercher des financements auprès de ce pays

[2] J'avais noté ce point en commission pour le projet Smart Cities Transform de la Part-Dieu, quartier dont à l'évidence, la consommation énergétique des transports est essentielle et par définition ne peut être locale...

[3] J'avais prévu une photo d'un ortolan prise sur le plateau des Grandes Terres dont on sait que le travail conduit par les 3 communes concernées avec le financement de la communauté a permis de passer en 10 ans de 3 espèces d'oiseaux nicheuses à plus de 30, preuve que tout est possible, et en même temps fragile tant les agriculteurs de ce même plateau nous alertent sur les enjeux du modèle économique de l'agriculture, coincé entre agroindustrie toujours plus concentrée et agriculture bio qui reste une niche soumise elle-aussi d'ailleurs aux effets des importations...